

Non, il n'y a pas 28 % de musulmans « radicalisés »

L'enquête de l'IFOP pour l'Institut Montaigne suscite des polémiques injustifiées. Nous n'avons pas voulu stigmatiser une population, bien au contraire, répond Antoine Jardin, chercheur associé à cette étude

Par ANTOINE JARDIN

Depuis que l'enquête de l'Institut Montaigne, dont le rapport a été rédigé par Hakim El Karoui, « Un islam français est possible » a paru, le 19 septembre, des commentateurs ont proclamé que 28 % de musulmans seraient « radicalisés » en France. Une mise au point s'impose. Ni le terme de radicalisation ni aucun de ses dérivés n'est employé car il ne s'agit pas d'un concept scientifique rigoureux. « Radicalité » est devenu un mot fourre-tout pour désigner vaguement ce qui est perçu comme une menace non maîtrisée et un label hasardeux des politiques publiques dans un contexte de montée de la violence djihadiste depuis les attentats commis par Mohamed Merah en 2012.

Loin d'une logique de stigmatisation, l'enquête identifie les items d'attitudes autoritaires ou conservatrices en montrant leur déconnexion vis-à-vis des pratiques religieuses répandues, telle que la consommation de nourriture halal. A partir de ces résultats, on peut affirmer, données à l'appui, que l'intensification de la religiosité n'est pas associée à un basculement dans l'autoritarisme. Là où le débat public interprète, à tort, ces évolutions comme le signe d'une « conquête » de l'islam radical, cette enquête démontre l'indépendance de la religiosité et des attitudes justifiant l'inégalité entre les individus. Le durcissement des pratiques sociales associées à certaines formes du rapport à l'islam ne constitue pas une différence de degré, mais une différence de nature dans le rapport au religieux et dans l'articulation entre religieux et politique. Il ne s'agit pas là d'une dynamique spécifique à l'islam : elle a été mise en lumière dans de nombreux travaux portant sur d'autres traditions religieuses, notamment dans les recherches de Bob Altemeyer sur la droite religieuse américaine.

Fort de une méthodologie rigoureuse, cette enquête a cherché à définir précisé-

ment, à partir des données recueillies et non à partir de catégories mentales préexistantes, une typologie de la population musulmane de plus de 15 ans vivant en France métropolitaine. Cette typologie en six groupes est issue d'une classification ascendante hiérarchique, technique statistique qui autorise à regrouper certaines catégories afin de parvenir à une différenciation en trois groupes. L'un d'eux regroupe les personnes les plus « autoritaires » de l'échantillon des 1029 musulmans et enfants de parents musulmans interrogés – extrait d'un échantillon représentatif de plus de 15 000 personnes. Cette notion est précisément définie en sciences sociales et ne relève pas d'une formule ad hoc. Pour ces répondants, la norme du comportement social procède du religieux que les libertés individuelles ne sauraient remettre en cause. Il s'agit donc d'une approche rigoriste et restrictive de l'interprétation des contenus religieux.

Ce chiffre de 28 %, comme toutes données issues d'enquêtes par sondage, est porteur d'une marge d'erreur et d'une incertitude définie. Ces paramètres sont d'ailleurs fréquemment absents du débat public lorsque celui-ci porte sur tout autre type de sondage. Comme cela est indiqué dans le rapport, cette typologie correspond à l'une des classifications possibles. Il en existe d'autres, de la même façon que différentes projections cartographiques sont envisageables lorsque l'on souhaite réaliser un planisphère. Chacune d'elles donne à voir des facettes différentes de la réalité sociale appréhendée par les données d'enquêtes sans pour autant remettre en cause la réalité des chiffres.

Bien entendu, aucune question n'est neutre, comme l'ont pointé Pierre Bourdieu, Jean-Claude Chamboredon et Jean-Claude Passeron dans un texte célèbre soulignant « la fausse neutralité des techniques ». Les enquêtes ne produisent pas une connaissance objective sur la réalité sociale. En revanche, un usage raisonné de ces méthodes permet de valider ou d'infirmer les hypothèses formulées par des travaux qualitatifs en travaillant à partir d'un échantillon représentatif.

UNE PREMIÈRE ANALYSE EXPLORATOIRE

Des voix se sont élevées contre une enquête qui relèverait des statistiques ethniques. Il n'en est rien. La méthodologie repose sur l'anonymat et l'accord des répondants s'étant autodéclarés de confession musulmane. Aucune assignation ethnographique, ethnoraciale ni religieuse n'a été effectuée. Cette enquête valide et complète les résultats de travaux précurseurs sur les migrants et les descendants de migrants, tels que l'enquête « Rapfi » de 2006 et l'enquête « TeO » de 2008. La singularité de ce travail est d'avoir choisi comme filtre la religion à laquelle s'identifient les individus et non leur rapport à l'immigration. Ces deux approches sont complémentaires et non contradictoires.

Choisir le prisme religieux afin de définir l'échantillon ne signifie pas que toutes les réponses sont expliquées à partir



du rapport à la religion. Bien au contraire, le rapport insiste sur les caractéristiques sociales, scolaires, de genre et de génération afin de remettre en perspective leurs réponses. De plus, les enquêtes conduites en partenariat avec l'Insee ne permettent d'introduire que d'une façon très limitée des questions ayant trait au système de valeurs et aux attitudes sociales des individus interrogés. Pour les compléter, nous nous sommes notamment appuyés sur les questions posées dans d'autres études internationales, parmi lesquelles les World Values Survey, European Values Study, et les enquêtes du Pew Research Center.

Certains questionnent le choix d'enquêter uniquement sur les musulmans et non sur les athées ou sur les chrétiens. Contrairement à ces deux dernières catégories, les musulmans constituent un groupe numériquement trop faible pour être étudié à partir des grandes enquêtes qui portent sur la population générale. Les données de l'European Social Survey montrent que les attitudes autoritaires sont représentées parmi l'ensemble des groupes religieux qui composent la société française. En 2014, 11 % des catholiques et 13 % des athées considéraient que « certains groupes ethniques

sont par nature moins intelligents que d'autres ». De même, 55 % des catholiques et 46 % des athées déclarent que « certains groupes ethniques sont par nature plus travailleurs que d'autres ». Nul besoin donc d'établir de nouvelles enquêtes spécifiques pour obtenir ces résultats.

Les éléments publiés de l'enquête de l'Institut Montaigne constituent une première analyse exploratoire, nous espérons vivement que le développement de projets futurs permettra de compléter et de valider – ou d'infirmer – les premiers résultats obtenus. La dimension générationnelle, au cœur de nos interrogations, est essentielle bien qu'elle ait été peu commentée. La dynamique autoritaire qui anime une part non négligeable de la jeunesse musulmane, fortement marginalisée dans la société française, se développe en miroir d'une montée des attitudes autoritaires dans les autres segments de la population. Ces deux logiques s'alimentent réciproquement, le même processus sous-jacent s'exprimant de façon différente selon les cas. Pour une partie de la jeunesse qui s'identifie comme musulmane, le religieux est source de normes pour les pratiques sociales, notamment

CE CHIFFRE DE 28 %, COMME TOUTES DONNÉES ISSUES D'ENQUÊTES PAR SONDRAGE, EST PORTEUR D'UNE INCERTITUDE DÉFINIE

en matière de rôle de genre et de sexualité. Etudier ces processus spécifiques et complexes ne doit pas faire oublier qu'ils ne représentent pas la situation générale, ni de la population française ni des musulmans parmi celle-ci. Il ne s'agit ainsi en rien d'une stigmatisation. Nombre d'items renvoient à des pratiques ayant fait l'objet de nombreuses controverses dans le débat public et politique, sans qu'aucun indicateur chiffré à partir d'une enquête en population générale puisse les étayer.

Face à la polarisation politique provoquée par les questions ayant trait à l'islam, l'enquête réalisée par l'IFOP pour l'Institut Montaigne fait office de test de Rorschach collectif – ces tâches que les psychiatres et les psychanalystes livrent à l'interprétation de leurs patients. Nombre de nos commentateurs cherchent à confirmer leurs certitudes préalables en sélectionnant les chiffres qui soutiennent leur interprétation préexistante. Certes, l'enquête ne répond pas à l'ensemble des questions de recherche ni à toutes les demandes sociales, mais elle prolonge de façon spécifique l'exploration des attitudes parmi un groupe social trop souvent dépeint à très grands traits, perçu comme monolithique et animé par une dynamique commune.

Ce travail montre, au contraire, que la population musulmane française est traversée par de nombreuses lignes de fractures, que les groupes qui la composent suivent des trajectoires divergentes et que, derrière le mythe du conflit entre les civilisations ou entre les traditions religieuses, apparaît davantage la scission interne à la société française, traversée par des dynamiques autoritaires rivales et simultanées. En cette période marquée par la montée de la violence et la polarisation des attitudes, souhaitons que la rigueur de l'analyse l'emporte sur la passion pour les certitudes. ■

Antoine Jardin, conseiller scientifique de l'Institut Montaigne pour l'enquête réalisée par l'IFOP autour des musulmans vivant en France, est ingénieur de recherche au CNRS. Docteur en science politique, il a soutenu une thèse intitulée « Voter dans les quartiers populaires : dynamiques électorales comparées des agglomérations de Paris, Madrid et Birmingham ». Il est également le coauteur de « Terreurs dans l'Hexagone. Genèse du djihad français » (Gallimard), publié en 2015 avec Gilles Kepel

« RADICALITÉ » EST UN MOT FOURRE-TOUT POUR DÉSIGNER VAGUEMENT CE QUI EST PERÇU COMME UNE MENACE